

NATUREFINANCE PAR L'EUROPE ET LES COLLECTIVITES

Un plan pour sauver la forêt de la Grande Chaloupe

La forêt semi-sèche du massif de la Montagne est l'un des derniers vestiges d'un écosystème répandu autrefois sur toute la côte sous le vent. L'Europe et les collectivités vont investir 2,6 millions d'euros sur cinq ans pour garantir sa survie.

Les spécialistes parlent d'"habitats semi-xérophiles", les profanes retiendront le terme de " forêt semi-sèche ". Cet écosystème remarquable, comprenant 455 espèces végétales, s'étendait autrefois sur toute la côte sous le vent jusqu'à 5-600 mètres d'altitude. Mais il s'est réduit comme peau de chagrin sous l'effet des activités humaines, de l'invasion d'espèces exotiques et de pestes végétales.

99 pour cent de ses 56 800 hectares initiaux ont fini par disparaître. Ses derniers lambeaux sont visibles à Dos d'Ane et à l'entrée des cirques de Mafate et de Cilaos, mais surtout sur le site de la Grande Chaloupe, où il subsiste environ 260 hectares de forêt semi-sèche sur les 1 300 que couvre le massif de la Montagne.

Dès les années 70, les écologistes de la Srepen et du Conservatoire botanique de Mascarin se sont mobilisés pour sauver certaines de ses espèces menacées de disparition, comme le bois de senteur ou le bois puant. Mais aujourd'hui, on a changé d'échelle : c'est tout un milieu naturel qu'il s'agit de préserver.

Le Parc national, le Conservatoire du littoral (propriétaire d'une partie des terrains), la Région et le Département ont élaboré un projet en ce sens, baptisé " Conservation, restauration et reconstitution des habitats semi-xérophiles du massif de la Montagne " (Corexerun). Et remporté un premier succès : en novembre dernier, la Commission européenne lui a accordé un financement dans le cadre de son programme Life + Biodiversité, une première pour un département d'outre-mer. Ce qui signifie que l'Europe prendra à sa charge la moitié des 2,6 millions d'euros de budget de ce projet étalé sur cinq ans. Les autres partenaires paieront le reste, la Région apportant même un financement complémentaire de 1,5 million d'euros au titre des mesures

compensatoires à la construction du tram-train.

" Un travail de longue haleine "

" L'aide européenne va enfin nous permettre d'évaluer l'état de la forêt semi-sèche et de lancer un programme complet de restauration. Il était temps. Mais c'est un travail de longue haleine", prévient Daniel Gonthier, le président du Parc national, coordonnateur du projet. Car l'opération s'annonce délicate.

Il s'agit d'une part de restaurer trente hectares de forêt en limitant la recolonisation des espèces indigènes et endémiques, d'autre part d'en reconstituer neuf hectares pour réunifier des lambeaux d'habitat. Pour cela, il faudra collecter et stocker des semences, puis produire des plants en pépinière avant de les replanter sur des sites très escarpés. " Il faudra le faire à grande échelle pour avoir des chances de succès", souligne le directeur du Parc Olivier Robinet.

Avant cette phase opérationnelle, la première étape est de constituer l'équipe de Corexerun, qui dispose déjà d'un chef de projet, Pascal Truong. " Tout le monde est prêt à travailler d'arrache-pied", assure Daniel Gonthier.

Si tout se passe comme prévu, la Réunion pourra s'enorgueillir dans quelques années d'abriter une des forêts semi-sèches les mieux préservées de la zone intertropicale.

Edouard MARCHAL

